ÉDITORIAL

CE QUE L'ANALYSE SECTORIELLE NOUS DIT DU RÉVEIL EUROPÉEN, DEUX ANS APRÈS LE RAPPORT « DRAGHI »

En 2026, l'économie européenne ne fera pas mieux, voire moins bien, qu'en 2025. Estimée à 1,4% par le FMI, sa croissance reste bien inférieure à celle – presque deux fois plus rapide – des États-Unis. Pourtant, de nombreux signaux indiquent qu'elle reprend des forces. La crise énergétique qui dure maintenant depuis huit mois, l'aurait, en d'autres temps, fait ployer davantage. Sous une apparente inertie de l'activité, la productivité européenne se redresse tandis que de nombreux secteurs entrent en effervescence.

Panne de croissance, manque d'innovation, retard technologique, dépendance excessive à la Chine et aux États-Unis : il y a deux ans, le rapport « Draghi » dépeignait une situation européenne préoccupante et jetait les bases d'un vaste chantier de redressement de l'économie. Dans la foulée, l'Union européenne (UE) se dotait d'une « boussole pour la compétitivité » avec comme fil rouge le renforcement de son autonomie stratégique.

PROJECTION EN 3 D : DÉFENSE, DIGITALISATION, DÉCARBONATION

Sans surprise au regard du contexte géopolitique, les impulsions les plus significatives ont d'abord concerné la défense : depuis mars 2025, l'instrument SAFE (*Security Action for Europe*) permet à la Commission de lever des fonds sur les marchés (jusqu'à hauteur de EUR 150 milliards) de manière à soutenir les États dans la mise en œuvre du programme de réarmement Readiness 2030[1]. Ici, le stade intentionnel est largement dépassé et les décaissements en vue de l'acquisition de matériel militaire s'accélèrent. D'après l'EDA (l'Agence européenne de défense), les dépenses européennes de défense devraient atteindre EUR 454 milliards en 2026, soit déjà 30% de plus qu'en 2024.

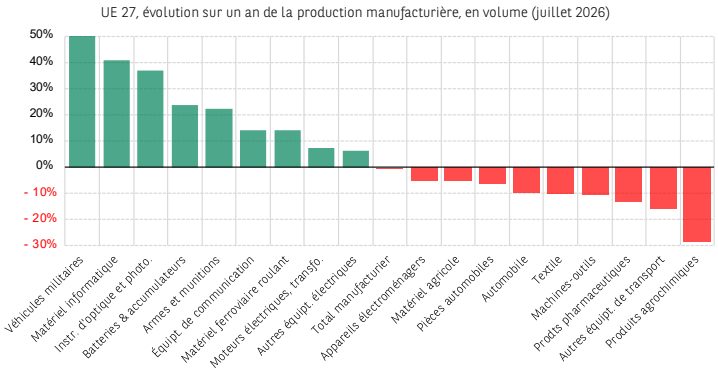
Les Vingt-Sept ont également entrepris de rattraper leur retard en matière d'intelligence artificielle (IA) en y consacrant jusqu'à EUR 200 milliards d'investissements via des partenariats public-privé. Acculturation, promotion ou rétention de talents, soutien aux startups, partage d'expérience, partage de données : le dispositif se veut complet. Sa pierre angulaire est un fonds dédié de EUR 20 milliards, co-financé par la Commission et la Banque européenne d'investissement, qui vise l'implantation sur le Vieux Continent de cinq « giga-fabriques » capables d'accueillir et d'entraîner les modèles d'IA les plus puissants.

L'UE mène encore la contre-offensive sur d'autres fronts, comme l'approvisionnement en métaux critiques qu'elle cherche à sécuriser par des accords commerciaux (dont deux passés récemment avec l'Australie et l'Afrique du Sud)[2] ou la décarbonation accélérée de l'économie (avec une aide spécifique apportée aux filières énergo-intensives). Son « Pacte pour une industrie propre » devrait recevoir jusqu'à EUR 100 milliards de financements en provenance du Fonds pour l'innovation ou du Système européen d'échanges de quotas d'émission.

SOUS LES VENTS DE SURFACE, DES COURANTS PORTEURS

Dans un rapport daté de juin dernier, l'Institut Montaigne estimait que près d'un tiers des préconisations du rapport « Draghi » avaient été mises en œuvre. Avant même de s'en saisir, l'UE avait déjà engagé un effort d'investissement significatif avec son programme NextGenerationEU (NGEU) : EUR 573 milliards distribués *via* la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) entre 2020 et 2026, avec comme priorité les infrastructures d'énergie (en particulier renouvelables), le ferroviaire et le numérique[3]. D'après la Commission, les gouvernements ont déjà raccordé à la FRR les deux tiers des 6 000 « jalons et cibles » qui leur ont été assignés[4].

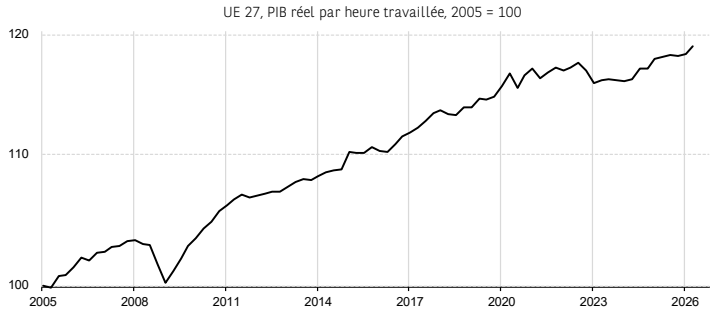
Industrie européenne : pénalisée par l'automobile, tirée par la défense, la transition énergétique et l'intelligence artificielle



GRAPHIQUE 1

SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS

Un début de redressement de la productivité en Europe



GRAPHIQUE 2

SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS

1 Soit EUR 800 milliards à engager au sein de l'UE d'ici à la fin de la décennie, ce qui porterait les budgets de défense à 3,5% du PIB contre 2,4% du PIB en 2026 (chiffre estimé). *Cf.* Colliac S. (2026), Readiness 2030 : un an après son lancement, le plan européen de réarmement est sur de bons rails, BNP Paribas, EcoWeek, 2 mars.
2 Les métaux critiques font aussi l'objet depuis 2025 de « projets stratégiques » d'extraction en Europe, la Commission européenne venant de lancer une deuxième vague ambitieuse ciblant notamment le lithium et le cobalt. *Cf.* Commission selects 46 new Strategic Projects to bolster the EU's supply of critical raw materials
3 *Cf.* Derrien G. (2026), Next Generation EU : le programme touche à sa fin mais ses effets sur l'activité perdureront, BNP Paribas, Graphique de la Semaine, 23 septembre.
4 NextGenerationEU shows strong delivery record as implementation reaches finish line, 7 octobre 2026.

Avec quels résultats sur le terrain ? Une lecture qui s'arrêterait à la seule évolution du PIB serait peu concluante : après un rebond en 2025, la croissance européenne connaîtrait un léger tassement en 2026. Le Fonds monétaire international (FMI) l'évalue à 1,4%, un rythme près de deux fois inférieur à celui attendu aux États-Unis.

En réalité, l'UE fait preuve d'une résistance notable, alors qu'elle est à nouveau confrontée à un choc énergétique majeur qui, en d'autres temps, aurait pu la conduire en récession. L'économie allemande, *a priori* l'une des plus exposées, accélère malgré les vents contraires, signe que, sous la surface, des courants porteurs circulent.

Pour juger des forces qui, depuis la parution du rapport « Draghi », parcourent l'économie européenne, l'analyse sectorielle se révèle utile. Elle permet notamment de mettre des chiffres sur la transformation en cours de l'industrie automobile, où une technologie vieille de 150 ans – celle du moteur à explosion – s'efface peu à peu au profit de l'électrique.

MUE DU SECTEUR AUTOMOBILE

Bon an mal an, les constructeurs du Vieux Continent poursuivent leur mue. Après un trou d'air en 2023-24 lié au recul des aides gouvernementales, la production *made in Europe* de véhicules électriques repart de l'avant (+30% en 2025). En 2026 et au regard des chiffres du secteur des batteries (production en hausse de 25% sur un an en juillet), l'élan se poursuit. Toutefois, les volumes concernés (3,2 millions de véhicules électriques assemblés annuellement en Europe contre près de 17 millions en Chine, soit 75% du marché mondial[5]) restent trop faibles pour compenser le déclin des ventes dans la filière traditionnelle des moteurs thermiques.

Par rapport à sa moyenne pré-covid (2015-19) l'ensemble de la production européenne d'automobiles a ainsi chuté de 30% en volume, un décrochage historique ; en 2026, et sur fond de flambée du prix des carburants, la tendance reste négative (-9,6% sur un an en juillet selon Eurostat). En amont de la filière, ce sont les équipementiers, les fabriquants de machines-outils et autres industriels des métaux qui sont à la peine (*cf.* graphique 1).

ESSOR DE L'IA

Illustration d'une forme de « destruction créatrice », l'intelligence artificielle devient, aux côtés de la transition énergétique, un moteur de l'économie des Vingt-Sept, comme en témoigne l'essor des industries qui lui sont liées. En Allemagne, les difficultés du secteur automobile tranchent avec le dynamisme des commandes d'équipements électriques et électroniques. En Europe, la production de matériel informatique (calculateurs, périphériques, etc.) est sur une pente à 40% par an, du jamais vu depuis la phase de numérisation éclair qui avait accompagné la crise sanitaire de 2020-21. De manière générale et conjointe, tout ce qui permet de produire ou d'acheminer de l'électricité (générateurs, transformateurs, câbles, etc.) se distingue aujourd'hui positivement de la moyenne. C'est aussi le cas de l'industrie ferroviaire (locomotives et autres matériels roulants) qui est portée par les efforts d'investissements « verts » engagés dans le cadre du programme NGEU.

EFFORT DE DÉFENSE

S'il est enfin un domaine où les actes suivent les engagements, c'est celui de la défense. Véhicules de combat, armement, munitions, mais aussi instruments de télécommunication et d'optique, omniprésents dans l'équipement des drones : voilà autant de domaines où les volumes de production battent des records et où les rythmes de progression s'affichent entre +20% et +50% par an.

****

Loin de l'image d'immobilisme qu'elle renvoie souvent, l'UE fournit depuis plusieurs années déjà un effort significatif en vue de moderniser et de renforcer les bases de son économie. Bien qu'en phase d'achèvement, le programme NGEU n'a pas épuisé tous ses effets, tandis que les initiatives prises dans le sillage du rapport « Draghi » en produisent d'autres. L'analyse sectorielle montre aussi que l'Europe est en train de raccrocher la locomotive de l'IA, certes avec retard, mais de plus en plus fermement.

Coïncidence ou conséquence, sa productivité horaire s'est nettement redressée depuis quelques trimestres, jusqu'à retrouver le rythme de 1% par an qui était le sien avant la pandémie (*cf.* graphique 2). Enfin, contrairement à une idée assez répandue, les entreprises du Vieux Continent ont largement su préserver leur compétitivité. En dehors du cas très particulier de la Chine, leurs échanges de biens manufacturés hors UE ont eu tendance à se renforcer au cours des dernières années[6].

Jean-Luc Proutat
jean-luc.proutat@bnpparibas.com

5 Données de 2025 de l'AIE (Agence internationale de l'énergie), Global EV Outlook, 2026.
6 *Cf.* Derrien G. (2026), Face à la Chine, l'Europe doit moins compter ses déficits que ses investissements, BNP Paribas, Ecoweek, 5 octobre.